

STATEMENT DISCOURS

SECRETARY
OF STATE
FOR EXTERNAL
AFFAIRS.

SECRÉTAIRE
D'ÉTAT AUX
AFFAIRES
EXTÉRIEURES.



ALLOCUTION
DU SECRÉTAIRE D'ÉTAT
AUX AFFAIRES EXTÉRIEURES,
MARK MACGUIGAN,
À THE ROYAL INSTITUTE
OF INTERNATIONAL AFFAIRS,
CHATHAM HOUSE,
LONDRES, ANGLETERRE,
LE 7 JUILLET 1980

"NOUVELLES DIMENSIONS DES
RELATIONS NORD-SUD:
UNE PERSPECTIVE CANADIENNE"

(TRADUCTION)

William James a parlé un jour de la grande et bruyante confusion dans laquelle était plongé le nouveau-né à sa naissance. Nous avons tous franchi cette étape depuis fort longtemps, mais je me sens parfois un peu pris de vertige devant la grande et bruyante confusion du monde des relations Nord-Sud. C'est un monde dans lequel les étiquettes du Nord et du Sud masquent autant qu'elles ne révèlent un monde complexe par son vocabulaire, son dédale de problèmes et sa profusion de réunions, de groupes et d'organisations. Devant cet environnement complexe, même des observateurs avertis peuvent avoir des perceptions fort différentes de la réalité.

Malgré cette complexité et l'inévitable diversité des perceptions, j'espère que nous pourrons nous entendre sur l'importance et l'urgence fondamentales des questions Nord-Sud. L'interdépendance entre le Nord et le Sud a toujours été évidente pour les pays en développement, du moins en autant qu'ils ressentent très directement les conséquences des conditions qui prévalent dans les pays développés ainsi que des décisions prises par ces derniers. Depuis dix ans, les pays développés prennent à leur tour davantage conscience de cette interdépendance. Évidente sur le plan énergétique, elle est également très visible dans les domaines monétaires et commerciaux internationaux. De surcroît, je crois qu'il est généralement admis que les pays développés à économie de marché ont un intérêt stratégique croissant dans les développements militaires et politiques qui surviennent dans le tiers monde. L'urgence des questions Nord-Sud provient tout particulièrement des perturbations que deux grands chocs pétroliers ont fait subir à l'économie mondiale. Le dernier de ces chocs a frappé très durement les pays en développement les plus pauvres et pose des problèmes d'une grande acuité, particulièrement pour le système financier international.

L'année qui vient verra une intense activité dans le dialogue Nord-Sud. La Session extraordinaire qui débutera à l'ONU à la fin du mois prochain débouchera probablement sur l'adoption d'une Stratégie internationale du développement pour les années 80 et lancera la nouvelle série de Négociations mondiales qui s'engageront véritablement sur le fond l'an prochain. Le Canada est fermement résolu à contribuer à leur succès. Nous croyons que la communauté mondiale devrait profiter de ces

négociations et de leur coïncidence probable avec trois sommets pour tenter de régler certains des plus graves problèmes.

Le premier sommet sera vraisemblablement un mini-sommet du genre proposé par la Commission Brandt et rassemblant de vingt à vingt-cinq chefs de gouvernement d'un certain nombre de pays choisis pour leur représentativité. Le Canada, qui a coprésidé la Conférence sur la coopération économique internationale au milieu des années 70, a exprimé son appui pour un tel sommet. Le Premier ministre Trudeau et moi-même en avons discuté lors de rencontres bilatérales et multilatérales tenues ces derniers mois. Nous croyons que ce sommet Nord-Sud devrait compléter et stimuler les Négociations mondiales.

Le deuxième sera le Sommet économique annuel des sept pays industrialisés, qui viennent de se réunir à Venise et qui doivent tenir leur prochain sommet au Canada. Les Sept ont convenu qu'ils devraient, au prochain sommet, s'intéresser tout particulièrement aux questions Nord-Sud et notamment aux dossiers de l'aide, de la production alimentaire et de l'énergie. À titre d'hôte, le Canada s'efforcera de promouvoir des discussions fructueuses.

Le troisième sommet réunira les chefs de gouvernement du Commonwealth à Melbourne à la fin de septembre 1981. Le Commonwealth est devenu un lieu privilégié de discussions informelles et franches entre un important groupe de pays des mondes développé et en développement. La réunion de Melbourne pourrait bien s'avérer particulièrement utile, venant après les deux autres sommets et pendant les Négociations mondiales. Pris globalement, ces négociations et les trois sommets offriront au cours des quinze prochains mois une chance exceptionnelle de faire progresser le dossier Nord-Sud.

Je me propose aujourd'hui de vous livrer certains points de vue canadiens sur le chemin parcouru dans les relations Nord-Sud en général et dans le dialogue Nord-Sud en particulier. En plus d'essayer de tirer quelques leçons de l'histoire récente du dialogue, je m'efforcerai d'évaluer l'incidence que pourront avoir sur les relations Nord-Sud trois grands développements des quelque douze derniers mois, à savoir la hausse d'environ 150 % des prix pétroliers, l'invasion soviétique de l'Afghanistan et la publication du rapport Brandt.

Rétrospective

Il est difficile de déterminer si les choses se sont améliorées durant les années 70, qu'il s'agisse du dialogue lui-même ou des éléments plus objectifs de la situation économique mondiale.

Arrêtons-nous d'abord à la situation économique. Du côté positif, certains pays du tiers monde, notamment la plupart des pays pétroliers et les nouveaux pays industriels, ont connu une croissance sans précédent pendant presque toute la décennie. Même un pays aussi vaste et pauvre que l'Inde a effectivement réussi à battre en brèche le problème fondamental de la production alimentaire et à se hisser à un niveau de croissance plus élevé. Il y a eu dans les pays en développement amélioration sensible de certains aspects cruciaux des conditions de vie, notamment au chapitre de la santé, de l'espérance de vie et de l'alphabétisation.

Deux grandes déceptions viennent cependant assombrir ce tableau. D'abord, la croissance des pays en développement les plus pauvres a été très faible, surtout si on la mesure par tête d'habitant. Ces pays ont été en bonne partie chassés des places financières par la cherté du loyer de l'argent et, ainsi, n'ont pu maintenir le niveau de leurs importations face à la montée des prix du pétrole, des denrées alimentaires, des engrais et de certains articles manufacturés. En termes relatifs, ils ont pris davantage de recul par rapport aux groupes dits à faible revenu et à revenu moyen. Le nombre des gens dans la "pauvreté absolue", c'est-à-dire privés des conditions minimales nécessaires à une vie décente, a continué de s'accroître.

Outre l'écart croissant entre riches et pauvres, la communauté mondiale a été confrontée à de graves perturbations économiques et à des pertes importantes de potentiel de production qu'a provoquées, par deux fois, la flambée des prix pétroliers. Il est clair maintenant que la période du pétrole bon marché était révolue. Cela n'aurait été ni juste pour les producteurs de pétrole ni dans l'intérêt à plus long terme de l'économie mondiale. Ceci dit - et même si nous nous interrogeons sur le niveau actuel des prix, ce que nous faisons effectivement, nous ne pouvons que déplorer que les deux hausses pétrolières soient survenues d'une manière qui condamne l'économie mondiale à des coûts inutiles sous forme de pertes de production.

Bilan incertain du dialogue Nord-Sud

Le dialogue n'a connu aucune percée qui se compare aux effets spectaculaires du renchérissement pétrolier. Qui plus est, les négociations Nord-Sud se sont déroulées sur la toile de fond de revendications d'un nouvel ordre économique international si radicales et englobantes que les progrès réalisés s'en trouvent nécessairement diminués en comparaison. Je ne prétends pas que le dialogue ait progressé de façon satisfaisante. Je crois qu'il est urgent d'aller de l'avant beaucoup plus vite. Mais je crois aussi que nous risquons de perdre notre sens de l'ordre des grandeurs - et peut-être l'optimisme nécessaire à la poursuite du dialogue - si nous n'arrivons pas à évaluer les réussites en fonction de la nature même des questions, de la période relativement courte pendant laquelle elles ont été sérieusement débattues et de la difficulté du contexte économique.

Il y a eu un certain nombre d'ententes majeures et d'initiatives concrètes. Le Système généralisé de préférences, négocié à la CNUCED II en 1968 et largement adopté au début des années 70, a beaucoup contribué à l'amélioration de la position commerciale des pays en développement. La Conférence sur la coopération internationale et le développement a débouché sur un Programme spécial d'action d'un milliard de dollars pour accélérer le transfert de ressources vers les pays les plus pauvres du tiers monde. Le FMI a été le théâtre de changements importants, notamment la mise en place de mécanismes pétroliers spéciaux et de nouvelles facilités pour aider les ajustements de balance des paiements sur de plus longues périodes et pour des montants plus importants. Il y a également eu une entente visant le transfert vers les pays en développement d'une part importante des recettes tirées des ventes d'or du FMI. Le Programme intégré pour les produits de base, accepté en principe lors de la CNUCED IV en 1976, a servi de base à la négociation d'un fonds commun, finalement menée à terme il y a deux semaines, ainsi qu'à la conclusion d'accords sur des produits spécifiques comme celui intervenu sur le caoutchouc plus tôt cette année. À cet égard, j'ai pu annoncer la semaine dernière à Kuala Lumpur que le Canada avait décidé de signer cet accord. Le consensus établi à la Conférence sur le droit de la mer sur la désignation des ressources des fonds marins de la haute mer comme patrimoine commun de l'humanité et la création d'une Autorité internationale des fonds marins est une étape innovatrice dans les rapports au sein de la communauté des nations et promet d'avantager considérablement le tiers monde. Enfin, la Conférence de la CNUCED sur les pratiques commerciales restrictives tenue au printemps a donné lieu au premier grand accord international en la matière.

Dans le cas de chacune de ces ententes, on peut certes répliquer "Oui... mais...". Oui, il y a eu entente à cet égard, mais bien d'autres points restent à régler. Même là, la liste des acquis qui ne se limitent certes pas aux exemples que j'ai donnés ne permet pas de conclure, comme on le fait parfois, que le dialogue Nord-Sud est enfermé dans l'impasse.

Outre ces exemples concrets d'entente, il y a eu des progrès moins tangibles mais non moins importants en ce qui touche notre perception et notre compréhension des problèmes Nord-Sud. Cela découle souvent des études que réalisent notamment les institutions financières internationales et l'OCDE sur les problèmes des pays en développement et la nature de l'interdépendance Nord-Sud. Par exemple, nous comprenons maintenant beaucoup mieux qu'il y a dix ans comment le commerce Nord-Sud peut appuyer la croissance des économies en développement et aider à réduire l'inflation dans les économies développées; on comprend maintenant mieux que ce commerce n'est qu'un facteur et encore relativement mineur parmi les raisons qui commandent la restructuration des économies développées. Il se fait actuellement un travail fort intéressant sur les possibilités et les limites des "transferts massifs".

À un niveau plus politique, nous avons pu surmonter certains des obstacles fictifs que l'on attribuait aux différences d'optique des pays développés et des pays en développement. À preuve, l'on reconnaît maintenant généralement que certains désaccords tenaces sur le concept de l'interdépendance - le Nord mettant l'accent sur l'interdépendance entre les régions géographiques et le Sud privilégiant l'interaction des problèmes - reposaient de fait sur de fausses hypothèses. Si je choisis un exemple abstrait, c'est que le vocabulaire ou la rhétorique du dialogue peut influencer considérablement sur son cheminement. L'exemple peut-être le plus probant nous a été donné en mai 1975 lorsque M. Kissinger a proposé de mettre fin au débat théâtral consistant à savoir si nous cherchions à instaurer un nouvel ordre ou à améliorer l'ancien, et qu'il a accepté que le dialogue entre producteurs et consommateurs de pétrole englobe la question générale des relations entre pays développés et en développement. Cette déclaration sur des questions abstraites a donné le signal d'une évolution sensible de la politique américaine et a eu un effet remarqué sur le climat du dialogue.

Le grand nombre de résolutions adoptées par consensus à presque toutes les réunions internationales témoigne aussi du progrès accompli par le Nord et le Sud dans la définition des questions et des problèmes. Ces résolutions n'ont souvent pas un effet direct ou immédiat, mais elles permettent de clarifier les idées et les concepts et de préparer le débat sur des mesures plus concrètes.

Il est évident que le dialogue n'a pas toujours progressé sans heurts sur tous les fronts. Selon les domaines, on a pu parler de succès ou d'échecs relatifs. Le climat général a connu diverses phases. Par exemple, le climat du début du Dialogue au milieu des années 70 m'a semblé particulièrement marqué par la rhétorique et la confrontation. Il y a eu une nette amélioration avant et après la CNUCED IV à Nairobi et une certaine détérioration depuis environ un an. Selon mon point de vue, parmi les facteurs déterminants du succès ou de l'échec d'une conférence, une importance toute spéciale doit être accordée aux tactiques de négociation du Groupe des 77, à la concentration sur un nombre raisonnable de questions et à la volonté de toutes les parties d'en arriver à une entente. En raison de l'importance que revêt la question des tactiques de négociation, j'aimerais m'y arrêter un peu plus longuement.

L'approche du Groupe des 77

Le Groupe des 77, qui comprend maintenant quelque 117 États, soit les deux tiers des membres des Nations Unies, se compose de pays fort différents des points de vue économique, culturel et idéologique. Étant donné cette diversité - et notamment les tensions entre importateurs et exportateurs de pétrole -, certains observateurs ont été amenés à considérer le Groupe comme une alliance artificielle et, en fin de compte, transitoire. Je crois personnellement que nous nous trompons nous-mêmes si nous croyons à la disparition, dans un avenir prévisible, de ce groupe comme négociateur au sein du dialogue Nord-Sud. Les pays en développement sont convaincus de la communauté de leurs intérêts - un sentiment hérité d'une tradition de pauvreté qui transcende leur situation actuelle - et ils croient que leur unité en tant que groupe est essentielle au succès des négociations avec le Nord. Ce qui m'inquiète, c'est qu'au fur et à mesure que s'intensifient les tensions au sein du Groupe, celui-ci aura de plus en plus de difficulté à adopter des positions communes sur des questions de fond et qu'il sera ainsi forcé de mettre davantage l'accent sur la rhétorique et les procédures. Il pourrait également en venir à adopter des positions dangereusement rigides aux réunions internationales.

L'étude comparée des dernières conférences de la CNUCED et de l'ONUDI fait ressortir ces différences. On dit généralement de la CNUCED IV, tenue à Nairobi en 1976, qu'elle a été un succès. C'est à cette occasion qu'on se mit d'accord sur le principe d'un programme intégré pour les produits de base. Le Groupe des 77 s'y était préparé par une réunion à Manille au cours de laquelle il avait forgé un consensus sur les principes et priorités. Mais le Groupe a quand même pu négocier réalistement à Nairobi: il voulait clairement un accord sur le programme des produits de base et était disposé à faire des concessions pour l'obtenir. Et les pays développés ont répondu par des concessions bien plus généreuses qu'ils n'avaient anticipées.

La CNUCED V tenue à Manille l'an dernier a eu des résultats beaucoup plus mitigés. Le Groupe des 77 s'y était encore préparé d'avance, cette fois à Arusha. Il n'a toutefois pas réussi à dégager les priorités comme il l'avait fait pour la CNUCED IV. Sur la question clé de l'interdépendance, il a adopté une position fortement politisée qu'il n'a pas voulu ou pu abandonner. Il a refusé toute mention du rôle de l'énergie dans la situation économique de tous les pays. Malgré tout, il y a eu entente sur un certain nombre de questions, comme un programme d'aide aux pays les moins avancés, ainsi que sur les principes relatifs au renforcement de la capacité technologique des pays en développement et ce, parce que le Groupe des 77 restait toujours disposé à faire preuve d'une certaine souplesse sur ces questions.

L'ONUDI III, tenue plus tôt cette année à New Delhi, est l'exemple le plus patent des dangers qui peuvent survenir lorsque les 77 adoptent une mauvaise approche. Reprenant l'approche de confrontation hautement politisée convenue lors de la réunion des non-alignés à La Havane, ils ont introduit des questions politiques étrangères aux débats et mené des discussions techniques avec un vocabulaire politique. En conséquence, la Conférence n'a permis aucune des ententes qui auraient pu être réalisables sur les grandes questions de fond. Même si nombre de pays du tiers monde ont montré une bonne dose de modération au cours du débat, le Groupe des 77 a maintenu une position tellement rigide que les pays de l'OCDE ont réagi en votant en bloc, phénomène assez rare.

Il est possible que les échecs enregistrés à la CNUCED V et encore plus à l'ONUDI III entraînera le Groupe des 77 à modifier ses tactiques en vue des Négociations mondiales. Les accords récemment conclus à la CNUCED sur le Fonds commun, le transport multimodal et les pratiques

commerciales restrictives sont autant de raisons de l'espérer. Je souhaite que ces pays pourront se donner un ensemble de priorités relativement bien définies en ce qui concerne les questions concrètes, et qu'ils aborderont les négociations avec une souplesse réelle. Les pays développés doivent être disposés à répondre concrètement à des propositions positives et à présenter eux-mêmes des propositions, mais cette dernière responsabilité incombe tout particulièrement aux 77. Ce sont eux qui tendent à mener ces conférences, qui introduisent la plupart des résolutions et qui donnent le ton général des débats. C'est dans ce contexte que je voudrais évaluer l'incidence prévisible de trois grands développements survenus dans les quelque douze derniers mois: l'accroissement d'environ 150 % des prix pétroliers; l'invasion soviétique de l'Afghanistan; et la publication du rapport Brandt.

Le choc pétrolier

Il est important que nous comprenions bien toute la portée du dernier choc pétrolier. On prévoit qu'il entraînera pour les pays de l'OCDE une perte de revenus d'environ 150 milliards de dollars, soit 2 % du PNB et ce, à l'avantage de l'OPEP. Qui plus est, les économies de l'OCDE seront, au début de 1981, quelque 250 milliards en-deça de la croissance prévue. Au total, il s'agit donc d'une perte de 400 milliards de dollars en un an. Mais ce ne sont pas les seuls pays développés qui paieront la note. Le renchérissement du pétrole fera perdre 30 milliards de revenus aux pays en développement non pétroliers, retranchera quelque 20 milliards de leurs recettes d'exportation étant donné le ralentissement de la croissance de la zone OCDE, et réduira la valeur des autres activités économiques d'environ 25 milliards, ce qui représentera une perte globale de 75 milliards de dollars au début de 1981. Nous pouvons également nous faire une idée de l'ampleur relative du choc en considérant ses incidences sur l'aide. Cette année, l'aide devrait totaliser environ 32 milliards de dollars, soit sensiblement le même montant que la perte directe de revenus que l'enchérissement pétrolier fera subir aux pays en développement. La facture pétrolière globale de 55 milliards de dollars des pays en développement non pétroliers dépassera donc de loin le budget mondial de l'aide. Ces chiffres illustrent les raisons qui nous ont incités au Sommet de Venise à souligner que l'Occident ne pourrait cette fois atténuer les effets du choc sur le tiers monde et que l'OPEP devrait s'occuper elle-même de ce problème.

Ce nouveau choc pétrolier se répercutera inévitablement sur le dialogue Nord-Sud. D'abord, il donne beaucoup plus d'urgence à nombre de questions, comme le sort des plus démunis et les problèmes de recyclage du système financier international. Il a montré de façon manifeste la vraie nature de la nouvelle interdépendance Nord-Sud. Il devient politiquement plus difficile pour les gouvernements de l'OCDE de résister au protectionnisme et de maintenir leurs niveaux d'aide. Et il a à nouveau montré le rôle clé que l'énergie doit jouer dans toute composante du dialogue.

Je ne veux pas dire que tous les maux de l'économie mondiale doivent être attribués aux exportateurs de pétrole. Une partie de la récente augmentation peut être considérée nécessaire au rétablissement de la valeur qu'avait effectivement le pétrole en 1974. Certains pays en développement plus pauvres sont encore davantage touchés par les fortes fluctuations des cours de leur principal produit d'exportation qu'ils ne le sont par la hausse des prix du pétrole. Par ailleurs, des erreurs ont été commises dans la gestion des économies occidentales. Mais il n'y a pas de doute que la soudaineté et l'ampleur de la hausse ont été très préjudiciables à l'économie mondiale. Il est inconcevable qu'il puisse y avoir des Négociations mondiales vraiment fructueuses si une attention toute particulière n'est pas accordée au problème énergétique. Et pourtant, la seule question de savoir s'il faut en discuter a été une pierre d'achoppement pendant plusieurs années. Le Canada se réjouit qu'on se soit maintenant entendu pour que l'énergie soit l'un des cinq grands sujets qui seront discutés aux Négociations mondiales, bien qu'il soit trop tôt pour en prédire la portée concrète. Le Groupe des 77 aura en effet beaucoup de difficulté à s'entendre sur une politique énergétique cohérente. Mais le fait que la question soit à l'ordre du jour est déjà un pas dans la bonne direction.

L'invasion soviétique de l'Afghanistan

L'invasion soviétique de l'Afghanistan a été condamnée par la grande majorité du Groupe des 77. Depuis, l'URSS a dû constater une érosion sensible de l'appui qu'elle recevait souvent des pays du tiers monde au sein des commissions politiques onusiennes comme la Commission des droits de l'homme et le Comité du désarmement. De plus, la crédibilité de Cuba au sein du Mouvement des non-alignés et du Groupe des 77 a été sapée au moment même où ce pays assumait la présidence du Mouvement. Il est à prévoir que les pays du tiers monde se montreront dorénavant moins tolérants à l'égard du rôle parfois cynique joué par l'URSS au sein des débats Nord-Sud à l'ONU et devant la

contribution très limitée que les pays d'Europe de l'Est ont apportée aux besoins de développement des pays démunis.

Mais je ne m'attends pas à ce que le tiers monde diminue son engagement envers le non-alignement au profit d'un rapprochement avec l'Occident. Nous pouvons tout au mieux espérer un peu plus d'objectivité dans son évaluation des propositions occidentales aux réunions Nord-Sud. Il est possible que le non-alignement retrouve un peu de la substance qu'il a perdue à La Havane. Bien sûr, nous, du monde développé, devons nous efforcer de présenter des propositions concrètes qui intéressent réellement le tiers monde; autrement, il y a danger que ces pays, déçus par l'Est et par l'Ouest, se concentrent toujours davantage sur les questions Nord-Sud et soient encore plus difficiles à persuader que les problèmes mondiaux doivent recevoir une attention mondiale.

Le rapport Brandt

Le rapport Brandt est le troisième ingrédient du mélange. Le Canada y voit une contribution très valable au dialogue. À l'instar de la plupart des autres gouvernements, nous l'étudions attentivement. À mon avis, le rapport, et tout particulièrement le programme d'urgence qui y est proposé, s'avérera un utile cadre de référence lors des prochaines Négociations mondiales. Le programme d'urgence prévoit quatre éléments principaux: un important transfert de ressources vers les pays en développement, une stratégie internationale de l'énergie, un programme alimentaire mondial et le lancement de certaines grandes réformes du système économique international. Le rapport est le fruit de nombreux et inévitables compromis, et certaines parties seront controversées. Les compromis qui pourront intervenir aux Négociations mondiales pourraient être tout autre. Mais le rapport reste un exemple de ce que peuvent réaliser des gens responsables du Nord et du Sud. Le fait que les auteurs n'aient pas été assujettis aux contraintes des charges publiques n'enlève rien à la valeur du rapport qui devrait notamment permettre de sensibiliser l'opinion publique dans les démocraties industrielles. Un nouveau groupe de travail du Parlement canadien qui se penche actuellement sur les questions Nord-Sud en fera abondamment usage.

Enfin, le rapport Brandt a très utilement fait ressortir la nécessité d'inventer de nouvelles façons de dialoguer - même parallèlement aux Négociations mondiales - et a suggéré la tenue d'un nouveau sommet Nord-Sud. Comme je l'ai déjà indiqué, le Canada souscrit à cette proposition.

Les pays industrialisés

Même si je m'attends à ce que les pays de l'OCDE adoptent des approches fort différentes des Négociations mondiales, je me réjouis du nombre des points que nous partageons. Les sept pays du Sommet ont déclaré qu'ils aborderaient les Négociations dans un "esprit positif". Nous avons convenu de la nécessité d'aider les pays en développement à conserver et à développer les sources d'énergie, de valoriser leurs compétences et de s'attaquer aux grands problèmes sous-jacents de l'alimentation et de la démographie. Au Sommet, nous avons également accepté de passer en revue nos politiques et pratiques d'aide ainsi que nos autres apports aux pays en développement. Cet examen sera à l'ordre du jour du sommet qui se tiendra au Canada l'an prochain. Je ne sous-estime pas les difficultés d'un examen qui soit à la hauteur des défis auxquels nous sommes confrontés.

À un autre plan, les pays développés conviennent de l'importance de prendre des mesures nationales décisives en vue d'assainir le climat économique et politique international. La lutte contre l'inflation, la réduction de la consommation pétrolière et le développement de nouvelles technologies de l'énergie sont des objectifs nationaux dont la réalisation devrait améliorer les relations Nord-Sud. Le Canada ne croit toutefois pas que leur réalisation peut ou doit précéder de nouvelles réformes dans les relations Nord-Sud: nombre de nos problèmes fondamentaux découlent en effet du désordre dans lequel est plongé le système économique international, et il est illusoire de croire que chacun peut régler isolément ses problèmes internes. Voilà ce que veut réellement dire l'interdépendance.

Le Canada se distingue à divers égards par ses perspectives et ses politiques sur les questions Nord-Sud. Comme la plupart de nos partenaires de l'OCDE, nous jouissons d'un niveau de vie élevé et avons des industries fort avancées: chez nous, ce sont surtout les réacteurs nucléaires, les télécommunications et l'aéronautique. Mais au contraire de certains de nos grands partenaires, nous sommes également un très net importateur de technologie; pour les multinationales, nous sommes plus souvent un pays d'implantation qu'un pays siège. Notre économie reste largement axée sur les ressources et nous sommes un exportateur net d'énergie. Nos biens n'entrent en franchise sur aucun des trois grands marchés de consommation que sont l'Europe, les États-Unis et le Japon. Au plan politique, nous sommes assez forts pour nous tailler un rôle important dans le monde, mais pas assez pour qu'on nous tienne en

suspicion. Nous avons des liens privilégiés avec presque toutes les régions du tiers monde par le biais du Commonwealth, de la Francophonie et notre rôle dans l'hémisphère occidental.

Ces facteurs font que le Canada s'intéresse à l'ensemble du dossier Nord-Sud. Nous participons activement au dialogue depuis ses débuts, et nous entendons continuer dans cette ligne lors des Négociations mondiales et des trois prochains sommets.

Le climat dans lequel se tiendront ces rencontres sera fort différent de celui des autres grandes conférences Nord-Sud qui ont précédé. Le deuxième choc pétrolier, l'invasion soviétique de l'Afghanistan et le rapport Brandt sont des nouveaux éléments importants. Je crois que le Canada et les autres pays développés devraient en tenir compte dans leur approche des Négociations mondiales, tout comme ils devraient évaluer les progrès réalisés dans le cadre du dialogue et des leçons qu'on a pu en tirer. À l'évidence, la prochaine série de négociations ne sera pas facile. Nous pouvons espérer que le Groupe des 77 les abordera avec souplesse et pragmatisme, et qu'il s'entendra sur des priorités bien définies. Le monde développé devra faire de même, reconnaissant qu'il doit faire des concessions et agir de bonne foi s'il veut réaliser ses objectifs.

Le ministre des Affaires étrangères de l'un des pays de l'Asie du Sud-Est m'a déclaré la semaine dernière que le Canada était le moins aligné des pays occidentaux. Si ce n'est pas exactement la perception que nous avons de nous-mêmes, cette remarque indique, à mon avis, que parmi les pays du tiers monde on a le sentiment que nous faisons preuve de sympathie et d'ouverture face à leurs problèmes. Peut-être ce sentiment donnera-t-il au Canada une chance exceptionnelle de jeter un pont entre le Nord et le Sud.